

JÉRÔME BASCHET

**20 ANS
D'EXPÉRIENCE
ZAPATISTE**

Une utopie concrète pour sortir du
désastre

CAPITALISME

AUTONOMIE

LUTTE ARMÉE

ÉTAT

REVOLUTION

AUTO-GOUVERNEMENT

S-ÉDITION

Ce texte fut initialement publié dans le n° 44
de la revue EcoRev', en 2017.

Que l'on nomme « Anthropocène », « Capitalocène » ou d'un autre néologisme encore un sombre présent transfiguré en ère géologique nouvelle, il importe de souligner qu'il s'agit d'un temps paradoxal et, pour tout dire, impossible. La tendance prononcée au réchauffement climatique global n'est qu'un aspect particulièrement grave des désastres écologiques, sociaux et subjectifs que provoquent le productivisme capitaliste et l'illimitation caractéristique de la modernité ; et leur conjonction tend à détruire les conditions d'une vie humaine décente sur terre. Il y a de moins en moins et il n'y aura bientôt plus du tout de mondes vivables, habitables pour les humains comme pour bon nombre d'autres espèces animales¹. Le paradoxe est donc le suivant : vivre dans l'Anthropocène, c'est se condamner à la continuation de la catastrophe ; c'est accepter qu'il y ait chaque fois moins de possibilités de vie

1 Voir le remarquable texte de Déborah Danowski et Eduardo Viveiros de Castro, « L'arrêt de monde », in Émilie Hache (ed.), *De l'univers clos au monde infini*, s.l., Éd. Dehors, 2014, p. 221-339.

digne de ce nom – voire même de vie tout court – pour l’anthropos. La seule question qui vaille, par conséquent : qui de l’Anthropocène ou de l’anthropos mettra fin à l’autre ?

L’urgence qu’il y a à tirer le signal d’alarme capable d’arrêter la locomotive folle de l’Histoire est extrême. Cela suppose d’être capable de construire d’autres mondes, qui échappent à la fois aux logiques de l’Économie-toute-puissante et à la capture étatique de la puissance collective. C’est vers l’expérience zapatiste, qui se construit patiemment depuis plus de vingt ans au Sud du Mexique, que l’on se tournera ici. Du zapatisme, on a retenu l’audace du soulèvement du 1er janvier 1994, lancé le jour de l’entrée en vigueur de l’Accord de libre échange nord-américain, comme un défi à l’arrogance triomphante du néolibéralisme. On rappelle volontiers aussi la Rencontre intercontinentale pour l’humanité et contre le néolibéralisme, organisée au Chiapas en 1996, ou encore la Marche de la couleur de la terre, jusqu’à Mexico, en 2001. Mais on oublie trop souvent que c’est à partir de 2003, une fois devenu patent le refus des pouvoirs institués de transformer en norme constitutionnelle les droits des peuples indiens prévus par les Accords de San Andrés (signés en 1996), que les zapatistes

décident d'amplifier la mise en œuvre de l'autonomie, de facto à défaut de disposer d'une reconnaissance légale.

L'autonomie, pour les zapatistes, c'est tout autant la création d'un auto-gouvernement (concernant 27 communes autonomes, coordonnées en cinq zones) que l'invention de formes de vie collectives à la fois ancrées dans la tradition et inédites. On aurait tort de ne voir là qu'une simple question « locale » – manière implicite de stigmatiser son absence de portée véritable. S'il est évident – et c'est heureux – qu'il s'agit d'une expérience territorialisée, son extension est loin d'être négligeable : la zone d'influence zapatiste a une extension à peu près équivalente à celle de la Bretagne. Surtout, si les zapatistes eux-mêmes récusent énergiquement l'idée que leur pratique puisse constituer un modèle, celle-ci n'en constitue pas moins un exemple et une source d'inspiration susceptibles d'encourager d'autres possibles alternatifs, adaptés à leurs lieux et histoires propres. C'est en cela que mérite d'être davantage connue et discutée une expérience qui est certainement aujourd'hui, l'une des « utopies concrètes » les plus remarquables que l'on puisse observer à l'échelle planétaire²

2 Les pages qui suivent se fondent sur les documents élaborés à l'occasion de la « Petite École zapatiste », initiative au

*

Les formes de vie que les zapatistes cherchent à construire et à défendre échappent, pour une bonne part au moins, aux catégories capitalistes fondamentales. Certes, ils ne prétendent en aucun cas vivre déjà hors du capitalisme et, au contraire, ils ont tout à fait conscience de se trouver sous la pression constante de la synthèse capitaliste, qui entrave leur capacité d'action, multiplie les agressions de toutes sortes et influe sur leurs manières de vivre. Dans ce contexte adverse et avec les limites qui en résultent, l'effort pour (se) défaire (de) l'hétéronomie capitaliste et fortifier des formes de vie auto-déterminées n'en est pas moins remarquable.

Communauté, terre et territoire : ces trois termes autorisent une première approche des manières de vivre des Mayas du Chiapas, que les zapatistes s'efforcent de défendre et de réinventer dans une perspective d'émancipation radicale. La communauté n'est nullement une essence intemporelle, supposée inchangée depuis l'époque préhispanique : elle n'a cessé de se transformer et elle est associée par les zapatistes à la fois à une valorisation de la tradition et à une distance

cours de laquelle environ 5 000 personnes ont été accueillies au sein des villages rebelles : ces documents sont disponibles en français sur : ztrad.toile-libre.org

critique vis-à-vis de celle-ci. Elle a cependant ceci de spécifique qu'elle donne à la vie un ancrage collectif assumé : en témoignent la pratique de l'assemblée communautaire comme lieu de parole et de résolution des problèmes, le recours généralisé à l'entraide et au travail collectif pour de nombreuses tâches relevant des biens communs, l'importance des fêtes et des rituels, et, point évidemment décisif, les différentes formes de possession collective de la terre (terres communales ou ejidales). Le territoire, avec ses parties habitées et cultivées mais aussi ses forêts et ses montagnes, est le lieu propre qui donne sa singularité à la communauté et sans lequel elle n'aurait pas d'existence. Quant à la terre, c'est bien sûr le champ (milpa) que l'on cultive, mais aussi, plus fondamentalement, cette puissance de vie englobante et inappropriable à laquelle on donne le nom de Terre mère : pour les zapatistes, ce n'est pas elle qui nous appartient, mais nous qui lui appartenons.

Éviter la destruction de ce qui apparaît comme une complète anomalie à l'époque du capitalisme néolibéral mondialisé est en soi une tâche ardue. Cela suppose de refuser la mise en œuvre des réformes néolibérales visant à liquider les formes de propriété sociale de la terre (à la suite de la

réforme de l'article 27 de la Constitution, en 1992), mais aussi de résister aux effets de l'Accord de libre échange nord-américain, qui produit une destruction accélérée de la paysannerie mexicaine. Cela suppose enfin une défense acharnée des territoires contre les projets miniers, énergétiques, touristiques ou d'infrastructures – une lutte qui, au Chiapas comme dans toute la géographie mexicaine, mobilise aussi bien les zapatistes que les autres peuples indiens réunis au sein du Congrès national indigène.

Dans les territoires zapatistes, il s'agit aussi, à l'opposé des modèles orientés vers l'essor de l'agro-industrie qui progressent partout à vive allure, de promouvoir une agriculture paysanne revitalisée (polyculture, pratiques agro-écologiques, élimination des pesticides commerciaux, défense des semences natives). Ayant pour premier objectif l'auto-subsistance familiale, mais aussi l'auto-subsistance collective, c'est-à-dire la capacité à soutenir matériellement la construction de l'autonomie³, cette agriculture

3 À cette dimension dominante d'autosubsistance, s'ajoute la culture de petites parcelles familiales de café biologique, qui est commercialisé pour l'essentiel à travers les coopératives zapatistes et les réseaux internationaux de diffusion solidaire. Les recettes permettent aux familles l'achat des quelques biens matériels qui ne sont pas produits dans les communautés.

paysanne n'est pas seulement défendue, mais gagne aussi en extension, se développant désormais sur les dizaines de milliers d'hectares de terres cultivables récupérés à la suite du soulèvement de 1994. Celles-ci ont permis de créer de nouveaux villages, mais aussi de développer des formes inédites de travail collectif : cultures ou élevage développés collectivement au niveau des communautés, comme aussi des communes ou des zones et qui permettent de soutenir les différents projets constitutifs de l'autonomie, ainsi que les initiatives nationales et internationales de l'EZLN⁴. Comme ne cessent d'y insister les zapatistes eux-mêmes, la récupération massive des terres – leur principal moyen de production – est la base matérielle qui rend possible la construction de l'autonomie. Enfin, dans un contexte marqué par une pratique habituelle de l'autoproduction (alimentation, fabrication des vêtements traditionnels, construction des maisons), il faut faire place à l'effort pour démultiplier la capacité à produire par soi-même, avec l'essor de coopératives dans de nombreux domaines (boulangerie, tissage, cordonnerie, menuiserie, ferronnerie, matériaux de construction, etc.).

4 Armée zapatiste de libération nationale

Un autre point essentiel tient au fait que l'ensemble des réalisations constitutives de l'autonomie (que l'on évoquera dans les pages suivantes) ont pu être mises en œuvre de manière largement démonétarisée et sans recourir à la forme-salaire. C'est le cas pour ceux qui assument des charges politiques ou de justice, mais aussi pour les promoteurs de educación (enseignants) ou de salud, qui accomplissent leurs tâches sans recevoir de rémunération en argent, comptant sur l'engagement de la communauté de couvrir leurs nécessités matérielles ou bien de travailler à leur place leur parcelle, pour ceux d'entre eux qui en disposent. De même, les écoles fonctionnent sans personnel administratif ou d'entretien, ces tâches étant assumées, dans une logique de dé-spécialisation, par les enseignants et les élèves. Au total, les tâches collectives constitutives du mode de vie autonome sont assurées grâce à différentes modalités d'échange, mais sans recourir aux formes caractéristiques de la société capitaliste, à commencer par le salaire. Échappant pour l'essentiel aux injonctions productivistes, aux évaluations quantitatives et aux manières d'être compétitives qui caractérisent le monde de l'économie, les rebelles zapatistes luttent pour préserver une éthique du bien vivre, qu'ils

nomment volontiers *vida digna*. Une éthique qui privilégie le qualitatif de la vie, qui pense l'existence individuelle dans sa relation intrinsèque avec sa dimension collective et avec son milieu non humain et dont l'absence de presse temporelle – à l'opposé du temps accéléré du monde moderne – n'est pas le trait le moins perceptible.

*

L'organisation politique mise en place dans les territoires rebelles du Chiapas se déploie à trois niveaux : communauté (village) ; commune (comparable, par son extension, à un canton français) ; zone (ensemble ayant approximativement la dimension d'un département et permettant la coordination de plusieurs communes). À chacune de ces échelles, existent des assemblées et des autorités élues pour des mandats de deux ou trois ans (agente municipal au niveau de la communauté, conseil municipal autonome, conseil de bon gouvernement pour chaque zone). Le rôle des assemblées est très important, sans qu'on puisse affirmer pour autant que tout se décide horizontalement ; quant aux autorités élues, il est dit qu'elles « gouvernent en obéissant » (*mandar obedeciendo*). En quoi le principe selon lequel « le

peuple dirige et le gouvernement obéit » peut-il être considéré comme une réalité effective ?

Un premier trait tient à la conception même des mandats, conçus comme des « charges » (cargos), accomplies sans rémunération ni aucun type d'avantage matériel. De fait, personne ne « s'auto-propose » pour exercer ces fonctions ; ce sont les communautés elles-mêmes qui sollicitent ceux ou celles de ses membres qu'elles estiment en mesure de le faire. Ces charges sont exercées sur la base d'une éthique effectivement vécue du service rendu à la collectivité : c'est ce qu'expriment les sept principes du mandar obedeciendo (parmi lesquels « servir et non se servir », « proposer et non imposer », « convaincre et non vaincre »). On ajoutera que les charges sont toujours exercées de manière collégiale, sans grande spécialisation au sein des instances et sous le contrôle permanent, d'une part d'une commission chargée de vérifier les comptes des différents conseils et, d'autre part, de l'ensemble de la population, puisque les mandats, non renouvelables, sont révocables à tout moment, « si les autorités ne font pas bien leur travail ».

Les hommes et les femmes qui exercent un mandat émanent donc des communautés elles-

mêmes et en restent des membres ordinaires. Ils ou elles ne revendiquent pas d'être élu(e)s en raison de compétences particulières ou de dons personnels hors du commun. S'il y a bien un trait qui caractérise l'autonomie zapatiste, c'est qu'elle met en œuvre une dé-spécialisation des tâches politiques. Des membres des conseils de bon gouvernement, les zapatistes ont pu dire : « Ce sont des spécialistes en rien, encore moins en politique. » Ceci conduit à accepter que l'exercice de l'autorité s'accomplisse depuis une position de non-savoir : « Personne n'est expert en politique et nous devons tous apprendre. » Mais c'est précisément dans la mesure où celui/celle qui a une fonction d'autorité assume ne pas savoir qu'il peut être « une bonne autorité », qui s'efforce d'écouter et d'apprendre de tous, qui sait reconnaître ses erreurs et permet que la communauté le/la guide dans l'élaboration des décisions. Dans l'expérience zapatiste, confier des tâches de gouvernement à ceux et celles qui n'ont aucune capacité particulière à les exercer constitue le sol concret à partir duquel le mandar obedeciendo peut croître.

Enfin, la manière dont les décisions sont élaborées est décisive. Pour s'en tenir à l'échelon le plus ample, le conseil de bon gouvernement

soumet les principales décisions à l'Assemblée de zone ; s'il s'agit de projets importants ou si aucun accord clair ne se dégage, il revient aux représentants de toutes les communautés de la zone de mener une consultation dans leurs villages respectifs afin de faire part à l'assemblée suivante soit d'un accord, soit d'un refus, soit d'amendements. Le cas échéant, ces derniers sont discutés et l'assemblée élabore une proposition rectifiée, qui est à nouveau soumise aux communautés. Plusieurs allers et retours entre Conseil, Assemblée de zone et villages sont parfois nécessaires avant que la proposition puisse être considérée comme adoptée. La procédure peut s'avérer lourde mais n'en est pas moins nécessaire, car tous savent qu'un projet qui n'a pas fait l'objet d'une ample appropriation au sein des villages sera voué à l'échec.

Les conseils de bon gouvernement sont ouverts en permanence aux demandes qui leur sont présentées. Ils doivent s'efforcer d'œuvrer à la coexistence entre zapatistes et non-zapatistes, mais affrontent aussi les situations conflictuelles que les autorités officielles ne manquent pas de susciter, dans un contexte d'interventions contre-insurrectionnelles permanentes. Par ailleurs, les autorités autonomes tiennent leur propre registre

d'état civil et exercent la justice. Il s'agit d'une justice de médiation qui recherche un accord et, dans la mesure du possible, une réconciliation entre les parties, sur la base de travaux d'intérêt général et de formes de réparation au bénéfice des victimes ou de leurs familles (en excluant le recours punitif à la prison). Il est ainsi démontré que la résolution des conflits et le traitement des infractions aux règles collectives peuvent être assumés par des personnes dépourvues de formation spécifique – et ce, de manière suffisamment satisfaisante pour que la justice autonome soit amplement sollicitée, y compris par des non-zapatistes qui en apprécient l'absence de corruption, la complète gratuité et la connaissance des réalités indigènes, en contraste flagrant avec la justice constitutionnelle mexicaine.

Les conseils de bon gouvernement veillent au bon fonctionnement des différents projets constitutifs de l'autonomie (santé, éducation, production). Ils ont le devoir de proposer et d'élaborer, en interaction avec les assemblées, de nouveaux projets susceptibles d'améliorer la vie collective, d'encourager l'égale participation des femmes et de remédier à ce qui peut y faire obstacle, de préserver l'environnement et d'amplifier les

capacités productives propres. On insistera surtout sur le fait que les zapatistes ont créé – à partir de rien, dans des conditions matérielles fort précaires et entièrement à l'écart des structures étatiques – leur propre système de santé et leur propre système éducatif. Combinant médecine occidentale et savoirs traditionnels, le premier inclut cliniques de zone, micro-cliniques communales, ainsi que la présence d'agents de santé dans les communautés. Quant à l'éducation, elle fait l'objet d'une mobilisation collective considérable, peut-être la plus intense de toutes celles qu'implique l'autonomie. Ainsi, ils ont construit et entretiennent des centaines d'écoles primaires et secondaires, en ont élaboré les orientations pédagogiques et programmes et ont formé plusieurs milliers de jeunes qui y enseignent. Dans ces écoles, apprendre fait sens, parce que l'éducation s'enracine dans l'expérience concrète des communautés comme dans le souci partagé de la lutte pour la transformation sociale.

*

L'expérience zapatiste est fondée sur l'autonomie de communes locales et leur capacité à se coordonner, en un emboîtement des différentes échelles d'organisation de la vie collective. Elle offre l'exemple d'une forme non étatique de

gouvernement, qui récuse la dichotomie postulée entre le peuple, caractérisé par son incapacité politique, et une élite de compétence à laquelle le premier est obligé d'avoir recours ; elle montre que « nous pouvons nous gouverner nous-mêmes ». Mais, à l'évidence, il ne saurait s'agir de nous gouverner pour nous imposer à nous-mêmes les contraintes constitutives de la tyrannie de l'économie toute-puissante. L'auto-gouvernement n'a de sens que s'il permet de défendre et de vivifier des formes de vie autodéterminées. Une manière de bien vivre, choisie et collectivement assumée, qui récuse l'idéologie du développement et s'oppose à la quantification marchande. Dans son sens le plus radical, le bien vivre, notion forgée dans la chaleur des luttes amérindiennes, a l'immense mérite de déjouer la centralité des déterminations économiques et de faire des choix relatifs à la forme même de la vie vécue le cœur sensible de l'organisation collective.

A lire ou télécharger sur sedition.noblogs.org

- Castoriadis – Autogestion et hiérarchie
- Bob Black – Abolir le travail
- Frederic Lordon – Le capitalisme ne rendra pas les clés gentiment
- Babeuf – Manifeste des Plébiéins
- Kropotkine – L'esprit de révolte
- Einstein – Le capitalisme, voilà la source du mal
- François Cusset – Au chiapas, la révolution s'obstine
- Jérôme Baschet – Autonomie et espaces libérés

« L'urgence qu'il y a à tirer le signal d'alarme capable d'arrêter la locomotive folle de l'Histoire est extrême. Cela suppose d'être capable de construire d'autres mondes, qui échappent à la fois aux logiques de l'Économie-toute-puissante et à la capture étatique de la puissance collective. C'est vers l'expérience zapatiste, qui se construit patiemment depuis plus de vingt ans au Sud du Mexique, que l'on se tournera ici. »

Jérôme Baschet est historien. Après avoir longtemps enseigné à l'EHESS, il enseigne maintenant à l'Universidad Autónoma de Chiapas, à San Cristóbal de Las Casas (Mexique). Il est notamment l'auteur de Défaire la tyrannie du présent et d'Adieu au capitalisme